

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales

ARRÊTÉ

N° 2018 – 1430 du 15 juin 2018

**engageant la révision du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)
autour de l'usine exploitée par la Société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN
et suspendant les mesures foncières de ce PPRT et les mesures de maîtrise des risques
supplémentaires prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire
n°2017-2942 du 20 novembre 2017**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 515-8, L. 515-15 à L. 515-25, R. 181-45, R. 512-39-1, R. 515-39 à R. 515-50 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2005-134 du 15 février 2005 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

VU le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel Nguyen, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30 512 55 012 BAR LE DUC CEDEX – Tél : 03 29 77 55 55 – Télécopie : 03 29 79 64 49
site internet : www.meuse.gouv.fr courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr

des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2473 du 5 juillet 1976 modifié, autorisant la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS à exploiter une usine chimique sur la Zone Industrielle de Baleycourt à VERDUN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-2640 du 31 décembre 2010 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de l'usine chimique exploitée par la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-1397 du 17 juin 2017 portant approbation du PPRT autour de cette usine ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-2492 du 20 novembre 2017 prescrivant à la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS la réalisation des mesures de maîtrises des risques supplémentaires dans le cadre de la mise en oeuvre du PPRT ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-1364 du 12 juin 2018 accordant délégation de signature à Mme Corinne SIMON, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

VU l'étude de dangers de l'usine chimique susvisée et sa version consolidée remise par son exploitant, la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS, le 15 avril 2010 ;

VU la notification de mise à l'arrêt définitif de l'unité de production de paraffines chlorées, dénommée atelier Cereclor, au sein de l'usine chimique susvisée au 31 mars 2018, faite par son exploitant à la Préfète de la Meuse par courrier en date du 16 janvier 2018 ;

VU les constats effectués par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est le 17 mai 2018 lors de la visite de contrôle de l'usine chimique susvisée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est PP/VB/90-2018 en date du 11 juin 2018 dans lequel sont consignés les constats faits le 17 mai 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêt définitif de l'unité production de paraffines chlorées constitue une modification pérenne et significative des conditions d'exploitation de l'usine chimique de la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté par l'inspection des installations classées la complète mise en sécurité des installations de l'unité production de paraffines chlorées, contenant et utilisant du chlore, substance toxique, et que, de ce fait, certains aléas technologiques retenus dans le PPRT ne peuvent plus aujourd'hui de manière définitive être engendrés par l'usine chimique que continue d'exploiter la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS à VERDUN ;

CONSIDÉRANT que parmi ces aléas technologiques disparus se situent les aléas les plus forts en termes d'emprise foncière, de contraintes sur l'urbanisme et d'impact sur l'économie générale du PPRT ;

CONSIDÉRANT au vu des éléments précités que les aléas technologiques subsistant pour l'usine chimique sont et demeureront de manière pérenne très inférieurs aux aléas que comportait cet établissement Seveso seuil haut lors de l'approbation du PPRT ;

CONSIDÉRANT que les mesures de maîtrise des risques supplémentaires prescrites à la société INEOS ENTREPRISES FRANCE SAS par l'arrêté préfectoral n°2017-2492 du 20 novembre 2017 portent sur des équipements qui ne présentent plus de dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et qu'il n'y a donc plus lieu de les exiger ;

CONSIDÉRANT que les mesures foncières prévues par le PPRT approuvé pour les deux biens à habitation dont la présence est répertoriée dans des zones d'aléas réglementaires, aujourd'hui à supprimer, n'ont plus de justification et que par conséquent, il convient de suspendre ces mesures comme le prévoit l'article L. 515-22-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Révision du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine chimique exploitée par la société INEOS ENTREPRISES FRANCE SAS à VERDUN, approuvé par arrêté préfectoral n°2017-1397 du 17 juin 2017, est mis en révision.

Le PPRT révisé sera approuvé dans le délai maximal de 18 mois à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques, de surpression et toxiques en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de l'usine chimique dont la société INEOS ENTREPRISES SAS poursuit l'exploitation à VERDUN.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand-Est et la Direction Départementale des Territoires (DDT) de la Meuse sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne des travaux de révision du Plan de Prévention des Risques Technologiques visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, sous l'autorité de la Préfète.

ARTICLE 4 : Suspension des mesures foncières

Les mesures foncières prévues au titre III du règlement du Plan de Prévention des Risques Technologiques approuvé le 17 juin 2017, visé à l'article 1^{er} du présent arrêté, ainsi que l'ensemble des délais prévus au I de l'article L. 515-16-3, aux articles L. 515-16-5 et L. 515-16-6 du code de l'environnement sont suspendus.

ARTICLE 5 : Suspension des mesures de maîtrise des risques supplémentaires

Les mesures de maîtrise des risques supplémentaires prévues par le Plan de Prévention des Risques

Technologiques approuvé le 17 juin 2017 et prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-2492 du 20 novembre 2017 sont suspendues.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°2010-2640 du 31 décembre 2010 prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine chimique exploitée par la société INEOS ENTERPRISES FRANCE SAS sur le territoire de la commune de VERDUN, dans la Zone Industrielle de Baleycourt.

Il sera publié au recueil des actes administratifs et également mis en ligne sur le site internet de la préfecture de la Meuse.

Il sera affiché pendant une durée minimum d'un mois en mairies de VERDUN, FROMEREVILLE LES VALLONS et NIXEVILLE BLERCOURT et mis à disposition de toute personne intéressée.

Il sera également affiché dans l'installation, en permanence et de façon visible, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera inséré, par les soins de la Préfète, dans un journal local, soit « L'EST RÉPUBLICAIN ».

ARTICLE 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans le délai maximal de 2 mois à compter de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès de la Préfète de la Meuse ;
- soit d'un recours hiérarchique adressé au Ministre chargé de l'Environnement.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de NANCY :

- soit directement, en l'absence de recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai maximal de 2 mois à compter de la plus tardive des mesures de publicité prévues à l'article 6 du présent arrêté ;
- soit, à l'issue d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans les 2 mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant 2 mois à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 : Exécution

- La Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse,
- les Maires de VERDUN, FROMEREVILLE LES VALLONS et NIXEVILLE BLERCOURT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée pour information :

- au Sous-Préfet de VERDUN,
- à l'Inspecteur des installations classées (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD 55),

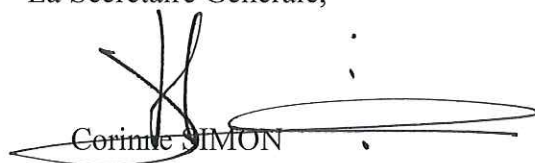
- au Directeur par intérim de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,
- au Directeur départemental des territoires de la Meuse,
- à la Société INÉOS ENTERPRISES FRANCE SAS,
- aux Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du plan,
- au Chef du service interministériel de défense et de la protection civile,
- au Chef du service départemental d'incendie et de secours.

BAR LE DUC, le **15 JUIN 2018**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

La Secrétaire Générale,



Corinne SIMON

Q2: 100%

1/1